



Aux actionnaires de Lafarge Ciments - Casablanca

*Rapport des commissaires aux comptes  
Exercice du 1er Janvier au 31 Décembre 2005*

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse consolidés ci-joints, de la Société Lafarge Ciments S.A. et de ses filiales (Groupe Lafarge Ciments), arrêtés au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan consolidé, le compte de produits et charges consolidé, le tableau de financement consolidé, ainsi que l'état des informations complémentaires consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité de la Direction Générale de la Société Lafarge Ciments S.A. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse consolidés. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés du Groupe Lafarge Ciments arrêtés au 31 décembre 2005 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière consolidés du Groupe Lafarge Ciments ainsi que des résultats consolidés de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 22 Mars 2006

*Price Waterhouse*

Price Waterhouse  
Mohamed Haddou-Bouazza. Associé

*Deloitte & Touche Auditors*

Deloitte et Touche Auditors  
Ahmed Benabdelkhalek. Associé

	En milliers de Dh	
<b>ACTIF</b>	<b>2 005</b>	<b>2 004</b>
Actif immobilisé	3 052 358	2 470 899
Immobilisations incorporelles	26 807	35 380
Écarts d'acquisition	7 028	28 744
Immobilisations corporelles	2 929 224	2 315 044
Immobilisations financières	89 299	91 731
Actif circulant	834 914	839 968
Stocks et en-cours	285 174	347 259
Créances d'exploitation	513 747	431 188
Créances diverses	35 993	61 521
Disponibilités et VMP	1 303 355	1 192 500
Titres et valeurs de placement	1 218 222	1 106 215
Disponibilités	85 133	86 285
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 190 627</b>	<b>4 503 367</b>
<b>PASSIF</b>	<b>2 005</b>	<b>2 004</b>
Capitaux propres consolidés	4 023 878	3 581 358
Capitaux propres part du Groupe	4 017 222	3 575 302
Capital	476 431	476 431
Primes d'émission de fusion et d'apport	662 829	662 829
Réserves consolidées	2 022 833	1 609 846
Résultat net part du Groupe	855 129	826 196
Intérêts minoritaires	6 656	6 056
Provisions pour risques et charges	190 554	188 336
Dettes de financement		1 137
Passif circulant	844 730	595 245
Dettes d'exploitation	655 283	474 075
Autres dettes	189 447	121 170
Trésorerie	131 465	137 291
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 190 627</b>	<b>4 503 367</b>

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2005

	2 005	2 004
		En milliers de Dh
Produits d'exploitation	3 202 594	3 014 745
Chiffre d'affaires	3 151 171	2 961 506
Autres produits d'exploitation	51 423	53 239
Charges d'exploitation	1 719 022	1 571 930
Achats et autres charges externes	1 374 080	1 214 504
Impôts et taxes	34 602	39 100
Charges personnel	274 733	286 817
Dotations aux provisions	35 607	31 509
Résultat brut d'exploitation	1 483 572	1 442 815
Dotations aux amortissements	277 733	267 195
Résultat courant d'exploitation	1 205 839	1 175 620
Résultat non courant	- 86 800	- 66 331
Résultat financier	43 487	53 230
Résultat avant impôts et EA	1 162 526	1 162 519
Impôts sur les bénéfices	267 642	242 704
Impôt différé	17 253	67 696
Amortissement des écarts d'acquisition	21 920	25 855
Résultat net consolidé	855 711	826 264
Résultat net part du Groupe	855 128	826 196
Résultat minoritaires	583	68
Résultat net consolidé par action (en dirhams)	180	173

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2005

	Décembre 2005	En milliers de Dh Décembre 2004
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	855 711	826 264
ELIMINATION DES CHARGES ET PRODUITS SANS INCIDENCE SUR LA TRÉSORIE OU NON LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Dotations d'exploitation (1)	299 360	285 290
Variation des impôts différés	17 253	67 696
Plus-values de cession d'immobilisations, nettes d'impôt	2 304	2 557
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		
<b>Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées (I)</b>	<b>1 174 628</b>	<b>1 181 807</b>
DIVIDENDES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE (II)		
VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ (III) (2)	- 254 539	212 711
Stocks	- 62 085	60 366
Créances d'exploitation	57 031	75 224
Dettes d'exploitation	249 485	- 77 121
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité (IV) = (I+II+III)</b>	<b>1 429 167</b>	<b>969 096</b>
Acquisitions d'immobilisations	901 273	459 342
Cessions d'immobilisations corporelles, nettes d'impôt	- 17 486	- 18 461
Incidence des variations de périmètre (3)	216	
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement (V)</b>	<b>884 003</b>	<b>440 881</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	428 787	1 014 265
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentation de capital en numéraire		
Emission d'emprunts		
Remboursement d'emprunts	1 137	682
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement (VI)</b>	<b>429 924</b>	<b>1 014 947</b>
<b>Autres impacts</b>	<b>1 441</b>	<b>-9 888</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>116 681</b>	<b>- 496 620</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>1 055 209</b>	<b>1 551 829</b>
Variation de trésorerie	116 681	- 496 620
Incidence des variations des monnaies étrangères		
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>1 171 890</b>	<b>1 055 209</b>

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) A détailler par grandes rubriques (stocks, créances d'exploitation, dettes d'exploitation)

(3) Prix d'acquisition ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée-à détailler dans une notre annexe

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2005 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc telles que prescrites par la méthodologie adoptée par le CNC.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

### 1.1 Principes et méthodes de consolidation

#### (a) Méthodes utilisées

Le périmètre consolidé comprend les sociétés des activités ciment, béton et granulats. Ces sociétés sont sous contrôle exclusif et sont par conséquent consolidées par intégration globale.

#### (b) Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» et amortis sur la durée de vie, généralement estimée à dix ans. S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique «Provision sur écarts d'acquisition» et repris en résultat sur une durée ne dépassant pas dix ans. Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

#### (c) Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des filiales étrangères

Le périmètre de consolidation n'inclut aucune filiale étrangère.

### 1.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### (a) Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement de frais préliminaires et de charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

#### (b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

#### (c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, ou de réévaluation le cas échéant.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les opérations de crédit-bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations lorsqu'elles sont significatives.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées lorsqu'elles sont significatives.

Les immobilisations sont amorties linéairement selon les taux usuels au Maroc, soit :

- Constructions	: 20 ans
- Matériel et outillage	: 10 ans
- Matériel de transport	: 5 ans
- Matériel et mobilier de bureau	: 10 ans
- Matériel informatique	: 3 à 7 ans
- Agencement et aménagements	: 10 ans

(d) Réévaluation des actifs

La réévaluation des actifs effectuée à l'occasion des opérations de fusion réalisées sur les sociétés Lafarge Ciments et Lafarge Cementos est annulée en consolidation.

Les actifs et amortissements correspondants sont ainsi ramenés aux conditions historiques des valeurs et taux d'amortissement.

(e) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

(f) Stocks

Les stocks et travaux en cours sont évalués au prix de revient sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation. Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré ou selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO). Les frais financiers ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

(g) Créances

Les créances (ainsi que les dettes) sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non-recouvrement.

Les créances (ainsi que les dettes) libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes de change latentes donnent lieu à constatation d'une provision. Les gains de change latents sont constatés en écarts de conversion passifs et n'imputent pas le résultat consolidé.

(h) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

(i) Provisions réglementées

Les provisions réglementées à caractère fiscal sont annulées en consolidation. Il s'agit en l'occurrence des provisions pour investissements, pour logement et des amortissements dérogatoires.

(j) Retraitement des impôts

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

L'annulation des provisions à caractère fiscal ne donne pas lieu à la constatation d'impôts différés car elles sont utilisées conformément à leur objet et sont donc définitivement exonérées d'impôt.

L'enregistrement d'impôts différés est constaté au regard de la situation fiscale de l'entreprise, dans le respect du principe général de prudence.

**2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Liste des sociétés consolidées

Société	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Méthodes de consolidation*
LAFARGE CIMENTS	100,00%	100,00%	I.G.
LAFARGE CEMENTOS	98,26%	100,00%	I.G.
LAFARGE BETONS	99,19%	100,00%	I.G.
GRAVEL	100,00%	100,00%	I.G.

(\*) I.G. : Intégration globale

## ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS

En milliers de Dh

Décomposition par Nature	Brut au 31/12/2004	Augmentations	Diminutions	Mouvements	Brut au 31/12/2005
Écarts d'acquisition	258 673	204			258 877
Immobilisations Incorporelles	90 313	3 158		- 1 908	91 563
Immobilisations Corporelles	5 209 962	840 581	13 775	45 106	6 081 874
Immobilisations financières	91 731	14 336	16 768		89 299
<b>TOTAL</b>	<b>5 650 679</b>	<b>858 279</b>	<b>30 543</b>	<b>43 198</b>	<b>6 521 613</b>

## ÉVOLUTION DES AMORTISSEMENTS

Décomposition par Nature	Brut au 31/12/2004	Augmentations	Diminutions	Mouvements	Brut au 31/12/2005
Écarts d'acquisition	229 929	21 920	-	-	251 849
Immobilisations Incorporelles	54 933	10 401	-	- 579	64 755
Immobilisations Corporelles	2 894 918	266 272	10 753	2 215	3 152 652
<b>TOTAL</b>	<b>3 179 780</b>	<b>298 593</b>	<b>10 753</b>	<b>1 636</b>	<b>3 469 256</b>

## DÉTAIL DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Société	Montant Brut	Cumul des amortissements	Montant Net
Lafarge Cementos	184 100	184 100	0
Lafarge Bétons	43 943	43 084	859
Gravel Maroc	30 834	24 665	6 169
<b>TOTAL</b>	<b>258 877</b>	<b>251 849</b>	<b>7 028</b>

**DETAIL DU RESULTAT COURANT**

En milliers de Dh

NATURE	2005	2004
Résultat sur cession d'immobilisations	-2 261	-2 557
Charges de restructuraion	- 40 708	- 55 759
Autres produits & charges non courants	198	661
Dotations aux provisions pour risques et charges	- 44 029	- 8 676
<b>TOTAL</b>	<b>-86 800</b>	<b>-66 331</b>

**ENGAGEMENTS REÇUS****428 322**

Cautions clients	54 600
Contrats d'achat d'immobilisations	339 627
Hypothèques	24 518
AUTRES SÛRETÉS REÇUES	9 577

**ENGAGEMENTS DONNÉS****1 159 925**

Contrats d'achat d'immobilisations	380 042
Commandes d'exploitation	713 888
Cautions données	10 562
Baux	55 433

**FLUX DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Société	Montant 2004	Dotations	Reprises	Mouvement	Montant 2005
Provisions pour risques	23 123	5 969	458	206	28 841
Provisions pour charges	53 415	4 688	9 817		48 287
Provisions pour impôts différés	96 190	17 237	0		113 427
<b>TOTAL</b>	<b>172 728</b>	<b>27 894</b>	<b>10 275</b>	<b>206</b>	<b>190 554</b>





# COMPTES SOCIAUX



Aux actionnaires de la Lafarge Ciments S.A. - Casablanca

*Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées  
à l'article 56 de la loi 17-95 sur la société anonyme.*

*Exercice du 1er Janvier au 31 Décembre 2005*

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 mai 2005 et en application de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi, et préalablement autorisées par votre Conseil d'Administration.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Néant.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

- 2.1 En date du 31 mars 2002, une convention de gestion de trésorerie a été conclue entre LAFARGE CIMENTS, LAFARGE MAROC, LAFARGE CEMENTOS, LAFARGE BETONS, GRAVEL MAROC et LAFARGE PLATRES MAROC dont LAFARGE CIMENTS est le centralisateur, afin de mettre en commun l'ensemble des disponibilités financières pour favoriser une gestion optimale du recours au crédit et du placement des excédents de trésorerie pour l'ensemble des participants.

Les avances consenties par chaque société à une autre société porteront intérêt au taux fixé par le Directeur Financier de LAFARGE CIMENTS en fonction des conditions du marché et de l'intérêt commun des sociétés concernées. A ce titre, le taux d'intérêt appliqué pour l'exercice 2005 s'élève à 2,65%.

Les charges d'intérêts comptabilisés au cours de l'exercice 2005 par LAFARGE CIMENTS au titre de cette convention s'élèvent à un montant hors TVA de KDH 2 362.

- 2.2 En date du 23 décembre 1998, une convention a été conclue entre LAFARGE MAROC et LAFARGE CIMENTS selon laquelle LAFARGE MAROC accepte de transférer à LAFARGE CIMENTS l'intégralité des droits contractuels qu'elle détient au titre des deux conventions d'assistance technique et de gestion passées avec la SNI, d'une part, et LAFARGE FRANCE d'autre part.

En contrepartie de l'assistance technique et de gestion dispensée par la SNI et LAFARGE FRANCE, LAFARGE CIMENTS verse à LAFARGE MAROC une rémunération annuelle portée, suivant avenant du 17 mars 2003, à 2% du chiffre d'affaires cumulé hors TVA et ristournes.

Le montant de la rémunération annuelle au titre de l'exercice 2005 s'élève à KDH 51 829 hors TVA.

Le 3 Mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse  
Mohamed Haddou-Bouazza. Associé

Deloitte et Touche Auditors  
Ahmed Benabdelkhalek. Associé



Aux actionnaires de Lafarge Ciments S.A. - Casablanca

*Rapport Général des Commissaires aux Comptes*

*Exercice du 1er Janvier au 31 décembre 2005*

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 mai 2005, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Lafarge Ciments S.A. au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de Dh 4 193 805 849 dont un bénéfice net de Dh 721 309 072, sont la responsabilité des organes de gestion de la société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession Applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

### **Opinion sur les états de synthèse**

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société Lafarge Ciments S.A. au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

### **Vérification et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Le 3 Mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

Price Waterhouse  
Mohamed Haddou-Bouazza. Associé

Deloitte et Touche Auditors  
Ahmed Benabdelkhalik. Associé

ACTIF IMMOBILISÉ		Brut	Exercice 2006 Amortissement et provisions	Net	Exercice 2005
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS	(A)	154 883 143,05	154 710 208,68	172 934,37	18 762 721,23
Frais préliminaires		14 522 395,86	14 522 395,86		1 641 530,77
Charges à répartir sur plusieurs exercices		140 360 747,19	140 187 812,82	172 934,37	17 121 190,46
Primes de remboursement des obligations					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(B)	136 963 813,82	60 306 077,98	76 657 735,84	85 229 927,96
Immobilisation en recherche et développement					
Brevets, marques, droits et valeurs similaires		54 481 091,83	51 181 829,44	3 299 262,39	10 171 358,39
Fonds commercial		50 000 000,00		50 000 000,00	50 000 000,00
Autres immobilisations incorporelles		32 482 721,99	9 124 248,54	23 546 910,09	25 058 569,57
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(C)	5 773 143 009,88	3 044 403 871,87	2 728 739 138,01	2 214 506 296,62
Terrains		93 079 757,61	10 524 300,86	82 555 456,75	86 473 137,40
Constructions		788 373 976,34	460 507 076,22	327 866 900,12	354 088 343,89
Installations techniques, matériel et outillage		3 985 988 846,84	2 504 980 475,65	1 481 008 371,19	1 520 913 155,10
Matériel transport		10 588 927,27	9 257 378,74	1 331 548,53	2 347 159,26
Mobilier, mat. de bureau et aménag. divers		58 465 647,98	41 217 666,35	17 247 981,63	24 522 155,03
Autres immobilisations corporelles		27 208 579,56	17 336 974,05	9 871 605,51	10 225 588,48
Immobilisations corporelles en cours		809 437 274,28	580 000,00	808 857 274,28	215 936 757,46
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	(D)	530 313 682,47	46 599 449,10	483 714 233,37	483 176 405,01
Prêts immobilisés		50 145 591,82		50 145 591,82	54 282 011,93
Autres créances financières		31 345 110,81	8 350 000,00	22 995 110,81	22 536 862,34
Titres de participation		448 822 979,84	38 249 449,10	410 573 530,74	406 357 530,74
Autres titres immobilisés				0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (E)		0,00		0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées		0,00		0,00	0,00
Augmentation des dettes financières		0,00		0,00	0,00
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>		<b>6 595 303 649,22</b>	<b>3 306 019 607,63</b>	<b>3 289 284 041,59</b>	<b>2 801 675 350,82</b>
STOCKS	(F)	245 252 191,33	16 956 269,98	228 295 921,35	254 780 389,97
Marchandises					
Matières et fournitures, consommables		207 100 241,09	16 956 269,98	190 143 971,11	209 854 876,09
Produits en cours		5 693 297,17		5 693 297,17	1 116 633,94
produits intermédiaires et produits résiduels		18 839 537,49		18 839 537,49	34 762 421,33
Produits finis		13 619 115,58		13 619 115,58	9 046 458,61
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT	(G)	443 535 249,75	25 054 163,82	418 481 085,93	328 221 077,03
Fournis. débiteurs, avances et acomptes		14 392 161,88		14 392 161,88	11 948 582,41
Clients et comptes rattachés		282 654 889,09	24 844 783,22	257 810 105,87	181 453 076,29
Personnel		5 365 304,42	209 380,60	5 155 923,82	2 474 068,28
Etat		50 515 171,44		50 515 171,44	54 357 324,56
Comptes d'associés					
Autres débiteurs		80 363 886,95		80 363 886,95	66 003 967,18
Comptes de régularisation-Actif		10 243 835,97		10 243 835,97	11 984 058,31
TITRES VALEURS DE PLACEMENT	(H)	989 946 339,17		989 946 339,17	968 292 273,36
ECARTS DE CONVERSION-ACTIF (Eléments circulants)	(I)				1 043 749,36
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>		<b>1 678 733 780,25</b>	<b>42 010 433,80</b>	<b>1 636 723 346,45</b>	<b>1 552 337 489,72</b>
<b>TRESORERIE-ACTIF</b>					
Chèques et valeurs à encaisser		1 488 092,81		1 488 092,81	1 444 639,90
Banques, TG et CCP		62 652 650,76		62 652 650,76	70 609 273,07
Caisse, Régie d'avances et accreditifs		364 068,90		364 068,90	410 992,40
<b>TOTAL III</b>		<b>64 504 812,47</b>	<b>0,00</b>	<b>64 504 812,47</b>	<b>72 464 905,37</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>		<b>8 338 542 241,94</b>	<b>3 348 030 041,43</b>	<b>4 990 512 200,51</b>	<b>4 426 477 745,91</b>

FINANCEMENT PERMANENT		Exercice 2005	Exercice 2004
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social ou personnel (1)		476 430 500,00	476 430 500,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé dont versé.....			
Prime d'émission, de fusion, d'apport		662 829 005,00	662 829 005,00
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale		47 643 050,00	47 643 050,00
Autres réserves		1 554 047 811,77	780 866 208,20
Report à nouveau (2)			91 485 580,82
Résultat net en instance d'affectation (2)			
Résultat net de l'exercice (2)		721 309 071,59	1 110 483 471,75
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(A)</b>	<b>3 462 259 438,36</b>	<b>3 169 737 815,77</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES</b>			
Subvention d'investissement	<b>(B)</b>	731 546 411,04	630 968 676,47
Provisions réglementées		32 099 819,07	4 146 001,40
		699 446 591,97	626 822 675,07
<b>DETTES DE FINANCEMENT</b>			
Emprunts obligataires	<b>(C)</b>		1 136 666,70
Autres dettes de financement			1 136 666,70
<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Provisions pour risques	<b>(D)</b>	31 888 116,89	31 084 091,10
Provisions pour charges		31 888 116,89	31 084 091,10
<b>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF</b>			
Augmentation des créances immobilisées	<b>(E)</b>		
Diminution des dettes de financement			
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>		<b>4 225 693 966,29</b>	<b>3 832 927 250,04</b>
<b>PASSIF CIRCULANT</b>			
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	<b>(F)</b>	603 184 030,58	467 088 846,86
Clients créditeurs, avances et acomptes		238 210 689,88	194 049 967,54
Personnel		3 097 575,89	2 527 996,61
Organisme sociaux		53 953 385,91	42 649 819,16
Etat		15 113 044,13	14 355 308,02
Comptes d'associés		113 399 604,66	101 787 353,70
Autres créanciers		2 212 267,39	2 329 541,39
Comptes de régularisation passif		176 666 914,40	109 123 771,09
		530 548,32	265 089,35
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>(G)</b>	<b>45 740 527,20</b>	<b>3 443 121,36</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (Eléments circulants)</b>	<b>(H)</b>	<b>510 562,74</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL II (F+G+H)</b>		<b>649 435 120,52</b>	<b>470 531 968,22</b>
<b>TRESORERIE</b>			
<b>TRESORERIE-PASSIF</b>			
Crédits d'escompte			
Crédits de trésorerie			
Banques (soldes créditeurs)		115 383 113,70	123 018 527,65
<b>Total III</b>		<b>115 383 113,70</b>	<b>123 018 527,65</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>		<b>4 990 512 200,51</b>	<b>4 426 477 745,91</b>

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

NATURE	Opérations propres à l'exercice 1	concernant les exercices précédents 2	Totaux de l'exercice 3 = 2+1	Totaux de l'exercice précédent 4
<b>EXPLOITATION</b>				
<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises (en l'état)	3 370 720,00		3 370 720,00	6 641 800,00
Ventes de biens et services produits	2 740 006 319,54		2 740 006 319,54	2 616 128 790,61
Chiffre d'affaires	2 743 377 039,54		2 743 377 039,54	2 622 770 590,61
Variation de stocks de produits (1)	- 6 773 563,64		- 6 773 563,64	18 674 050,88
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation: transfert de charges	37 112 502,97		37 112 502,97	12 393 212,59
<b>Total I</b>	<b>2 773 715 978,87</b>	<b>0,00</b>	<b>2 773 715 978,87</b>	<b>2 653 837 854,08</b>
<b>II CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats revendus (2) de marchandises	3 203 779,85		3 203 779,85	5 459 363,26
Achats consommés (2) de matières et fournitures	821 971 134,57		821 971 134,57	770 313 418,52
Autres charges externes	243 185 054,45		243 185 054,45	190 960 288,39
Impôts et taxes	28 250 845,06		28 250 845,06	33 138 372,98
Charges de personnel	234 016 897,96		234 016 897,96	243 564 438,13
Autres charges d'exploitation	31 423 737,73	- 12 216 931,69	19 206 806,04	8 938 781,67
Dotations d'exploitation	329 446 352,67		329 446 352,67	304 085 514,88
<b>Total II</b>	<b>1 691 497 802,29</b>	<b>-12 216 931,69</b>	<b>1 679 280 870,60</b>	<b>1 556 460 177,83</b>
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>1 094 435 108,27</b>	<b>1 097 377 676,25</b>
<b>FINANCIERS</b>				
<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits des titres de partic. et autres titres immobilisés				503 520 570,00
Gains de change	6 892 174,80		6 892 174,80	1 121 486,93
Intérêt et autres produits financiers	33 542 499,83		33 542 499,83	36 887 705,47
Reprises financières : transfert charges	5 493 749,36		5 493 749,36	4 275 000,00
<b>Total IV</b>	<b>45 928 423,99</b>		<b>45 928 423,99</b>	<b>545 804 762,40</b>
<b>V CHARGES FINANCIERES</b>				
Charges d'intérêts	414 766,71		414 766,71	375 208,97
Pertes de change	2 623 106,67	664,82	2 623 771,49	2 726 535,74
Autres charges financières	2 361 569,58		2 361 569,58	3 451,67
Dotations financières				1 043 749,36
<b>Total V</b>	<b>5 399 442,96</b>	<b>664,82</b>	<b>5 400 107,78</b>	<b>4 148 945,74</b>
<b>VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)</b>			<b>40 528 316,21</b>	<b>541 655 816,66</b>
<b>VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)</b>			<b>1 134 963 424,48</b>	<b>1 639 033 492,91</b>

1) Variation de stocks : stock final - stock initial ; augmentation (+) ; diminution (-)

2) Achats revendus ou consommés : achats -variation de stocks

NATURE	Opérations propres à l'exercice 1	concernant les exercices précédents 2	Totaux de l'exercice 3 = 2+1	Totaux de l'exercice précédent 4
<b>RESULTAT COURANT (REPORT)</b>			<b>1 134 963 424,48</b>	<b>1 639 033 492,91</b>
<b>NON COURANT</b>				
VIII PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisations	467 000,00		467 000,00	660 130,00
Subventions d'équilibre				
Reprises sur subventions d'investissement	8 546 182,33		8 546 182,33	637 848,00
Autres produits non courants				
Reprises non courantes; transferts de charges	261 276 727,19		261 276 727,19	140 951 437,76
<b>Total VIII</b>	<b>270 289 909,52</b>		<b>270 289 909,52</b>	<b>142 249 415,76</b>
IX CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	1 512 558,60		1 512 558,60	3 030 994,35
Subventions accordées				
Autres charges non courantes	47 659 441,57		47 659 441,57	46 859 618,46
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	376 640 889,24		376 640 889,24	382 025 655,11
<b>Total IX</b>	<b>425 812 889,41</b>		<b>425 812 889,41</b>	<b>431 916 267,92</b>
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)			- 155 522 979,89	- 289 666 852,16
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)			979 440 444,59	1349 366 640,75
XII IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES			258 131 373,00	238 883 169,00
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			721 309 071,59	1 110 483 471,75
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			3 089 934 312,38	3 341 892 032,24
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)			2 368 625 240,79	2 231 408 560,49
XVI RÉSULTAT NET (total des produits - total des charges)			721 309 071,59	1 110 483 471,75

			Exercice 2005	Exercice 2004	
<b>I. TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R)</b>					
	1	+	Ventes de marchandises ( en l'état)	3 370 720,00	6 641 800,00
	2	-	ACHATS REVENDUS DE MARCHANDISES	3 203 779,85	5 459 363,26
I		=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT	166 940,15	1 182 436,74
II		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	2 733 232 755,90	2 634 802 841,49
	3		VENTES DE BIENS ET SERVICES PRODUITS	2 740 006 319,54	2 616 128 790,61
	4		Variation stocks produits	-6 773 563,64	18 674 050,88
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		
III		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 065 156 189,02	961 273 706,91
	6		Achats consommés de matières et fournitures	821 971 134,57	770 313 418,52
	7		Autres charges externes	243 185 054,45	190 960 288,39
IV		=	VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	1 668 243 507,03	1 674 711 571,32
	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	28 250 845,06	33 138 372,98
	10	-	Charges de personnel	234 016 897,96	243 564 438,13
V		=	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	1 405 975 764,01	1 398 008 760,21
	11	+	Autres produits d'exploitation		
	12	-	Autres charges d'exploitation	19 206 806,04	8 938 781,67
	13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges	37 112 502,97	12 393 212,58
	14	-	Dotations d'exploitation	329 446 352,67	304 085 514,89
VI		=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)	1 094 435 108,27	1 097 377 676,23
VII		+/-	RÉSULTAT FINANCIER	40 528 316,21	541 655 816,66
VIII		=	RÉSULTAT COURANT	1 134 963 424,48	1 639 033 492,89
IX		+/-	RÉSULTAT NON COURANT (+ou-)	- 155 522 979,89	- 289 666 852,16
	15	-	Impôts sur les résultats	258 131 373,00	238 883 169,00
X		=	<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>721 309 071,59</b>	<b>1 110 483 471,73</b>

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT			Exercice 2005	Exercice 2004
1		RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	721 309 071,59	1 110 483 471,75
		BÉNÉFICE +	721 309 071,59	1 110 483 471,75
		Perte -		
2	+	Dotations d'exploitation (1)	312 440 849,62	296 845 261,05
3	+	Dotations financières (1)		
4	+	Dotations non courantes (1)	331 640 889,24	382 025 655,11
5	-	Reprises d'exploitation (2)	- 2 645 153,48	
6	-	Reprises financières (2)	- 4 450 000,00	- 4 275 000,00
7	-	REPRISES NON COURANTES (2)	- 261 276 727,19	- 141 128 812,96
8	-	Produits des cessions d'immobilisation	- 467 000,00	- 660 130,00
9	+	Valeurs nettes d'amortiss. des immo. cédées	1 512 558,60	3 030 994,35
I		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	1 098 064 488,38	1 646 321 439,30
	10	Distributions de bénéfices	428 787 450,00	1 005 268 355,00
II		AUTOFINANCEMENT	669 277 038,38	641 053 084,30

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

## I . SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	Exercice		Variation A - B	
	N	N-1	Emplois	Ressources
1 Financement permanent	4 225 693 966,29	3 832 927 250,04		392 766 716,25
2 Moins actif immobilisé	3 289 284 041,59	2 801 675 350,82	487 608 690,77	
3 FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1 - 2)	936 409 924,70	1 031 251 899,22	94 841 974,52	
4 Actif circulant	1 636 723 346,45	1 552 337 489,72	84 385 856,73	
5 Moins passif circulant	649 435 120,52	470 531 968,22		178 903 152,30
6 BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4 - 5)	987 288 225,93	1 081 805 521,50		94 517 295,57
7 TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B	- 50 878 301,23	- 50 553 622,28		324 678,95
			<b>94 841 974,52</b>	<b>94 841 974,52</b>

## II . EMPLOIS ET RESSOURCES

	Exercice N		Exercice N-1	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE ( FLUX)				
AUTOFINANCEMENT ( A)		669 277 038,38		641 053 084,30
Capacité d'autofinancement		1 098 064 488,38		1 646 321 439,30
Distributions de bénéfices		428 787 450,00		1 005 268 355,00
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS ( B)		4 875 887,48		6 088 448,00
Cessions d'immobilisations incorp				
Cessions d'immobilisations corp		467 000,00		660 130,00
Cessions d'immobilisations finan				
Recuperations sur créances immob		4 408 887,48		5 428 318,00
AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES ( C )		36 500 000,00		0,00
Augmentations de capital , apports				
Subventions d'investissement (1)		36 500 000,00		
AUGMENTATION DES DETTES ) DE FINANCEMENT ( D ) (nettes de primes de remboursement)				
<b>TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>	<b>0,00</b>	<b>710 652 925,86</b>	<b>0,00</b>	<b>647 141 532,30</b>
EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS ( E)				
Acquisitions d'immobilisations incorp	804 358 233,68	0,00	398 170 190,21	
Acquisitions d'immobilisations corp	3 158 406,33		7 664 458,07	
Acquisitions d'immobilisations finan	800 983 827,35		390 505 732,14	
Acquisitions d'immobilisations finan	216 000,00			
Augmentation des creances immob	0,00			
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES ( F)				
REMBOURSEMENT DETTES DE FINANCEMENT ( G)	1 136 666,70		681 999,99	
EMPLOIS EN NON VALEURS ( H)				
<b>TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>805 494 900,38</b>	<b>0,00</b>	<b>398 852 190,20</b>	<b>0,00</b>
VARIATION DE BESOIN DE FINANCEMENT GLOBALE ( B.F.G )	0,00	94 517 295,57	267 999 605,12	
VARIATION DE LA TRESORERIE	0,00	324 678,95		19 710 263,02
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>805 494 900,38</b>	<b>805 494 900,38</b>	<b>666 851 795,32</b>	<b>666 851 795,32</b>



# RÉSOLUTIONS



### PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport établi conformément à la loi par les commissaires aux comptes sur l'exercice 2005, approuve les opérations, les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice net comptable de 721 309 071,59 dirhams.

Elle donne, en conséquence, aux membres du Conseil d'Administration, quitus de leur gestion pour l'exercice 2005 et aux commissaires aux comptes quitus de l'exécution de leur mission au titre du même exercice.

### DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 56 de la loi 17.95 relative aux sociétés anonymes, déclare approuver les conclusions dudit rapport ainsi que les conventions qui y sont mentionnées.

### TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de ce que, en application des règles comptables en vigueur, la somme de 240 332 666 dirhams correspondant à des provisions pour investissements industriels, utilisées conformément à leur objet, a été reprise dans le résultat comptable de l'exercice.

### QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil, décide de répartir les résultats de l'exercice comme suit

	dirhams
Bénéfice net de l'exercice	721 309 071,59
Dotations à la réserve légale	Néant
Affectation au compte "autres réserves"	<u>240 332 666,00</u>
	480 976 405,59
Réserves facultatives	657 619 977,45
Total à affecter	1 138 596 383,04
Dividendes 108 Dh x 4.764.305 actions	<u>514 544 940,00</u>
Affectation du solde au compte "Réserves facultatives"	624 051 443,04

L'Assemblée Générale fixe, en conséquence, le dividende par action à 108 dirhams au titre de l'exercice 2005.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 10 mai 2006.

### CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide de fixer à 40.000 dirhams, le montant brut alloué à chaque administrateur au titre des jetons de présence se rapportant à l'exercice 2005

### SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Patrick Nodé-Langlois de ses fonctions d'administrateur, et le remercie pour sa collaboration au sein du Conseil d'administration de la société Lafarge Ciments.

L'Assemblée Générale décide de lui consentir quitus entier et définitif de sa gestion au titre de l'exercice écoulé.

### SEPTIÈME RÉOLUTION

---

L'Assemblée Générale ordinaire décide de ratifier la cooptation par le Conseil d'Administration lors de sa délibération du 28 février 2006 de Monsieur Ulrich Glaunach comme nouvel administrateur.

La durée du mandat de Monsieur Ulrich Glaunach, fixée pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur sus désigné, expirera lors de la réunion de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Monsieur Ulrich Glaunach a déclaré accepter lesdites fonctions et ne faire l'objet d'aucune incompatibilité à cet égard.

### HUITIÈME RÉOLUTION

---

L'Assemblée Générale décide de confirmer le mandat des administrateurs en exercice composant le conseil d'administration, savoir :

Monsieur Mohamed Kabbaj

Monsieur Jean-Carlos Angulo

Monsieur Abdelouahab Ben Sari

Monsieur Jean-Marie Schmitz

Monsieur Saad Bendidi

Monsieur Hassan Bouhamou

Monsieur Ulrich Glaunach

Banque Islamique de Développement, représentée par Monsieur Sidi Mohamed Ould Taleb

Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraites, représentée par Monsieur Khalid Cheddadi

Caisse de Dépôt et de Gestion, représentée par Monsieur Mustapha Bakkoury

Lafarge, représentée par Monsieur Michel Rose

Le mandat de ces administrateurs arrivera à expiration à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

### NEUVIÈME RÉOLUTION

---

L'Assemblée Générale confirme le mandat des commissaires aux comptes :

- Price Waterhouse Coopers

Siège social : 101, Boulevard Al Massira Al Khadra à Casablanca,  
représentée par Monsieur Mohamed Haddou-Bouazza

et

- Deloitte & Touche Auditors

Siège social : 288, Boulevard Zerktouni à Casablanca  
représentée par Monsieur Ahmed Benabdelkhalek.

Leur mandat arrivera à expiration à la date de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

Messieurs Mohamed Haddou Bouazza et Ahmed Benabdelkhalek, es qualité, ont déclaré accepter respectivement le mandat de Commissaire aux comptes qui leur est ainsi confirmé, satisfaire à toutes les conditions requises par la loi, et ne faire l'objet d'aucune incompatibilité à cet égard.

### DIXIÈME RÉOLUTION

---

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs aux porteurs de copies ou extraits du présent procès-verbal pour faire toutes déclarations et remplir toutes formalités nécessaires.

